

**Tu feras pas
le malin très
longtemps...**



**La riposte est
en marche !**



**Tous dans la rue
le 18 octobre
avec les cheminots !**

Dossier

**Lutter pour nos
droits sociaux**

pages 6 et 7

**Mobilisation contre
l'autonomie des
universités**

page 8

**Été pourri...
qui sont les
responsables ?**

page 9

Formation

**La Révolution
d'Octobre 1917**

page 10

**Vers un
nouveau
parti
contre le
système !**

24^{èmes} Rencontres Internationales de Jeunes

Le camp de la IVe Internationale s'est déroulé avec entrain. Dix-huit pays étaient représentés. Diverses discussions se sont enchaînées entre les délégations, dans une ambiance sympathique.



ans ils sont interdits d'université et vont bientôt passer en procès.

Les rencontres entre étudiants furent aussi riches en enseignement. Des réformes de privatisation des universités se mènent partout en Europe, à des degrés plus ou moins élevés... Selon le niveau de résistance que peut exercer la population.

Deux autres thèmes importants du camp sont le féminisme et les questions de sexualité. Formation, débats et fêtes à thèmes ont été au rendez-vous. Un débat sur la situation générale des femmes dans le monde a permis d'apprendre les différentes luttes qui peuvent se mener sur l'IVG (en Pologne ou au Portugal) et pour la contraception.

Dans le débat LGBT, un tour du monde de la situation nous a fait prendre conscience de l'importance des marches des fiertés.

Pour les plus anciens participants du camp, ce fut l'un des plus réussis. Au meeting de clôture, les Espagnols nous ont donné un avant goût des prochaines RIJ. L'Internationale a retentit dans toutes les langues, et chacun est rentré, gonflé de motivation pour aborder les luttes à venir !

Aurélien, [Le Mans]

Les Mexicains nous ont parlé de Oaxaca, où une répression féroce sévit toujours contre les dirigeants du mouvement. Aux Philippines, le gouvernement a assassiné plus de 900 militants de gauche en six ans. L'armée américaine est présente en permanence. L'État est saigné par une dette envers les États Impérialistes, qui prend plus de 40% de son budget. Les camarades Philippins arrivent à développer leur activité et sont engagés dans une lutte armée. Un camarade malien a exposé la situation dans son pays. Le peuple subit le pillage impérialiste des pays comme la France et une répression virulente contre les luttes.

Les camarades de l'État Espagnol ont décrit la lutte qui se mène contre Mac Donald à Grenade, suite au licenciement de cinq syndicalistes. Depuis, ils ont été réintégrés et ont obtenu le paiement des mois où ils étaient licenciés. Mais la répression se mène aussi pour les militants du mouvement étudiant de 2001-2002. Depuis six



Le droit de grève ne sera pas enterré !

Le choc avec la rue est inévitable ! Sarkozy et le patronat le savent certainement. C'est dès cet été qu'ils ont cherché à assurer leurs arrières avec la loi n°2007-1224 du 21 Août 2007. Au nom de la « continuité du service public » et du « dialogue social », on souhaite désarmer les travailleurs en s'attaquant au droit de grève, l'un des principaux outils dont nous disposons face aux attaques toujours plus nombreuses et répétées du patronat et de son valet gouvernemental.

Le point principal de la loi, l'instauration d'un Service Minimum, s'applique pour le moment à certains transports publics, mais n'aspire qu'à s'étendre à l'ensemble de ceux-ci et à d'autres secteurs publics, comme l'Education Nationale.

Cette mesure est doublement nocive : outre le fait de restreindre le droit de grève, elle stigmatise les grévistes en les opposant aux usagers. Sarkozy prétend défendre l'usager des « blocages systématiques et grèves destructrices. » Mais cela n'a rien à voir. La seule préoccupation de notre président est d'éviter toute confrontation avec les salariés et surtout d'augmenter la profitabilité des grandes entreprises françaises, au détriment des conditions de travail et plus généralement des vies des travailleurs !

Tout est bon pour empêcher la mobilisation. Gréviste, il te faudra désormais déclarer 48 heures auparavant ton intention de faire grève sous peine de sanc-

tions ! Point de la loi qui casse toute spontanéité des mouvements. Si face aux réformes gouvernementales il est envisageable d'anticiper, qu'en est-il lorsqu'il s'agit de réagir contre un licenciement abusif, ou lors d'un accident du travail... Des événements imprévisibles ?

Après 8 jours de mobilisation, pour que la grève demeure « légale », un vote à la majorité sera imposé. Cela ne laissera pas le temps aux mouvements de prendre de l'ampleur. Or, on est conscient de la difficulté d'organisation dans certains secteurs (restauration rapide, technicien de surface...) due aux pressions patronales. Ainsi, tout mouvement pourra être tué dans l'œuf.

On ne doutait plus du côté humoristique de Sarkozy. Pour lui, c'est une « innovation » : les jours de grève ne seront plus payés. Comme si on avait déjà perçue une quelconque rémunération lors des journées de manifestations par exemple !

Le gouvernement cherche à éviter les obstacles afin d'agrandir son champ d'action. A nous de réagir dans la rue, par le biais de la grève !

Irina et Guillaume, [Toulouse]



La lutte des « sans facs » recommence à Nanterre

La pénurie budgétaire qui touche les facs depuis longtemps a entraîné l'émergence de la sélection officielle à l'entrée de l'université. Cette sélection se fait par le biais d'absence de réponse, de refus oraux et même écrits, dont les motifs sont parfois illégaux, afin de décourager

certaines étudiants. Les premiers touchés sont les étudiants étrangers hors U.E., victimes de la Demande d'Admission Préalable (DAP) : procédure raciste et parfait outil de l'immigration choisie ! Les étudiants venant de filières pro ou techno sont considérés comme des « sous étudiants » (on refuse l'inscription en L3 aux BTS, qui ont un bac+2). Globalement, les facs développent des mécanismes insidieux pour faire obstacle à l'inscription : tout passe (mal) par Internet, les délais sont de plus en plus

courts, les délais des réponses sont longs voire infinis.

Etudier est un droit, pas un privilège !

Chaque étudiant doit pouvoir s'inscrire dans la fac et la filière de son choix. Nous devons nous battre pour l'inscription de tous les étudiants. Sur Nanterre, l'UNEF, et les militants de la TUUD (tendance minoritaire du syndicat) en particulier, ont recensé plus d'une centaine de cas, et mènent en ce moment la bataille pour l'inscription par le biais de la négociation avec la présidence et de la construction d'un rapport de force pour obliger l'administration à inscrire les étudiants. Les « sans facs » se réunissent en AG pour décider des actions à mener (pétitions, tracts, affiches, rassemblements) et associer le maximum de personnes à la lutte collective. La lutte

s'annonce rude quand on pense que la loi d'autonomie de cet été institue la sélection (à travers l'orientation active) pour les bacheliers de l'année prochaine...

Rosadulux [Nanterre], Caroline [sympathisante, Nanterre]



En 2006, les vigiles de Nanterre gazent les sans-facs et les militants



Le gouvernement à l'offensive !

Darcos, le ministre de l'Education Nationale l'avait annoncé dès juillet : il y aurait 20.000 profs de moins à la rentrée. En fait, il s'agit seulement de 11.200 profs en moins. Pour nous, cela veut dire : augmentation du nombre d'élèves par classe et donc moins de temps consacré à chaque élève par le prof. Si tu as des problèmes pour suivre le cours, il faudra se payer des cours particuliers à domicile. Voilà l'éducation nationale à la sauce Sarkozy-Fillon : Si t'as les moyens, tu t'en sors, et sinon... tu n'avais qu'à avoir les moyens !

Pendant ce temps là, dans les syndicats...

Le passage de 20.000 profs supprimé à 11.200 « finalement » a fait dire à la FSU (première fédération syndicale des profs) que ce n'était pas si grave et donc : aucune journée de manif ou de grève prévue dans le paysage. L'UNL (premier syndicat lycéen) déclare dans un communiqué¹ du 17 septembre, « il est aujourd'hui indispensable de mener une véritable réflexion sur la réforme du BAC en y associant pleinement les lycéens. » Faire un bac pour les élites oui, mais en associant l'UNL...

Informez et préparez à agir !

Aujourd'hui, nous devons informer largement sur les projets du gouvernement dans l'Education Nationale. Ce n'est pas étonnant que dans presque tous les lycées, il manque des profs et c'est inadmissible. Nous devons nous emparer de chaque sujet et montrer qu'ils veulent détruire l'Education Nationale pour tous, au profit de l'élite de la nation !

Sur les lycées, il faut organiser des Assemblées Générales, s'informer sur les déclarations de Sarkozy-Fillon-Darcos et préparer une riposte d'ampleur. Une chose est claire : on les laissera pas faire !

Correspondant

1. Le communiqué est disponible à http://www.unl-fr.org/actu_view.php?id=225.

Le MEDEF, Sarkozy, son gouvernement... ont un objectif : détruire nos acquis sociaux, qui sont un frein pour les profits. L'objectif des réformes annoncées n'est pas uniquement de dégrader nos conditions de vie, il s'agit également d'affaiblir la capacité de résistance des jeunes et des travailleurs pour le futur. La stratégie est simple : pour pouvoir tout détruire, il faut d'abord briser ceux qui ont le plus résisté ces dernières années, c'est-à-dire les jeunes et les travailleurs du public (cheminots...).

Pour tenter d'endormir la résistance, Sarkozy a ouvert son gouvernement à des membres du PS, et fait semblant de négocier avec les directions des grands syndicats. Ceux-là pensent que, comme c'est trop dur de lutter, il faut tenter de récolter des miettes en se mettant d'accord avec Sarkozy...

Sur le même principe, il a aussi nommé des ministres et secrétaires d'Etat issus de l'immigration (Fadela Amara, Rama Yade, Rachida Dati), pour faire oublier qu'en même temps, il fait voter des lois racistes, crée un Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale...

Mais malgré tous ces efforts, la résistance existe toujours. Et c'est à nous de réagir et de la construire : nous devons organiser partout des Assemblées Générales pour préparer la riposte. Le mouvement contre le CPE et la précarité a démontré que ce qui paye c'est la lutte, la grève.

Tout ça commence dès maintenant : les cheminots ont appelé à une première journée de grève et de manifestation le 18 octobre. Nous devons nous en emparer, et en faire la première journée de résistance de tous ceux qui veulent se battre contre ce gouvernement.

Mais, pour stopper l'ensemble du projet de Sarkozy, il ne suffira pas de se battre contre telle ou telle attaque, il nous faut un mouvement de l'ensemble des travailleurs et des jeunes.

Dans cette période de construction de la riposte, il nous faut aussi une organisation suffisamment forte pour faire face à la classe dirigeante. C'est pourquoi nous proposons à tous de construire avec nous un nouveau parti, qui serve à renforcer et coordonner les luttes, et à préparer le renversement de la société capitaliste. Ce nouveau parti, nous voulons le construire avec tous ceux qui veulent se battre !



Sélection, j'écris ton nom

Et comme si ça n'était pas suffisant, le gouvernement se déclare en faveur de la fin du collège unique. Hé oui, pour le gouvernement, rien ne vaut l'école à deux vitesses : enfant de la bourgeoisie, pour toi le baccalauréat et enfant des quartiers populaires, à toi les formations professionnelles rapides. D'ailleurs, Darcos déclarait le 23 août que le bac ES n'était pas assez élitiste (à la différence du bac S) et donc qu'il fallait réformer le bac éco...

Raffles, expulsions, ... le racisme d'Etat ne s'arrête pas !

Evidemment, la politique raciste que mène le gouvernement n'est pas vraiment une surprise. Rien qu'à voir la tête qu'avait prise la campagne présidentielle sur la question des sans-papiers, de l'immigration etc. on savait que Sarkozy allait continuer à appliquer, à peu de choses près, le programme du FN. C'est pourquoi, après nous avoir expliqué par A + B que la France devait cesser de

se « repentir » de son passé colonial, après avoir créé en grande pompe le « Ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité Nationale », la politique de Sarkozy et de son copain Hortefeux (celui qui est à la tête de ce fameux ministère) se poursuit.

Grève de la faim à Lille pour la régularisation des sans papiers

Depuis 1996, les sans papiers de la métropole lilloise, regroupés dans le Comité des Sans Papiers du nord (CSP 59), manifestent chaque mercredi soir devant les grilles de la préfecture pour obtenir leurs régularisations. Des actions de solidarité, afin de populariser leur lutte, sont organisées régulièrement. Quatorze grèves de la faim ont eu lieu pendant ces onze années. Toutes ces mobilisations ont abouti à la régularisation de 7 000 sans-papiers. En juin 2004, des accords avaient été signés avec la préfecture, dans le but d'éviter de nouvelles grèves de la faim. Mais en août 2006, arrive un nouveau préfet : Daniel Canepa, ancien directeur adjoint du cabinet de Nicolas Sarkozy (2002-

2003) et secrétaire général du Ministère de l'Intérieur (2004-2006). Il décide de mettre fin aux accords en cours. Dans la droite ligne de la politique actuelle, l'objectif devient de faire du chiffre en expulsant à tour de bras !

Ainsi, cet été, 56 membres du CSP sont entrés en grève de la faim. Celle-ci a duré plus de deux mois et avait pour but d'obtenir leur régularisation et de protester contre les rafles qui ont lieu régulièrement. Malgré l'état de santé des camarades concernés, qui les a conduits à devoir camper devant les hôpitaux, la seule réponse de la préfecture a été un refus systématique de négocier, allant même jusqu'à déloger manu-militari les sans papiers et leurs soutiens de devant les hôpitaux.

La grève de la faim s'est achevée le 30 août. Les sans papiers n'ont pas gagné, mais n'ont pas perdu non plus. Le vaste mouvement de solidarité qui s'est mis en place, la popularisation de leur lutte et la résistance face à la répression ont été des acquis de ce mouvement qui resserront dans le futur.

Objectif 2007 du gouvernement : 25000 expulsions...

L'objectif annoncé par Sarkozy pour l'année 2007 est de 25 000 expulsions. Pour mémoire, en 2002, les objectifs étaient de 10 000 expulsions. L'offensive de la classe dirigeante sur cette question a donc

conduit à multiplier par 2,5 les quotas du



gouvernement. Et de fait, la traduction de ces objectifs sur le terrain, c'est des rafles qui se multiplient, une répression qui s'accroît contre les sans papiers et un racisme d'Etat qui se développe fortement. La multiplication des lois sur l'immigration (Pasqua, Chevènement, Sarkozy, loi CESEDA...) a conduit à une véritable institutionnalisation du racisme. Et notamment la dernière loi proposée par Brice Hortefeux, qui se propose de durcir encore plus le regroupement familial avec, entre autres, la mise en place de tests ADN pour vérifier les liens familiaux.

Face à ces attaques qui affaiblissent l'ensemble de notre camp social, il est impératif de construire le combat pour la régularisation de tous les sans papiers et contre toutes les discriminations.

Damien, [Lille]



Sommaire

Monde

Crise boursière mondiale	4
Interview d'un camarade grec	4
Maroc : Grève des mineurs de Joel Aouam	5
Gaza : entité hostile...	5
La politique étrangère de Sarkozy	5

Dossier « Luttés et acquis sociaux »

Le Code du Travail : au cœur de la bataille	6
La Sécu, on s'est battu pour la créer...	6
L'arme des travailleurs, c'est la grève !	7
Education et conventions collectives	7

Hexagone

Autonomie ou privatisation des universités	8
Construisons la résistance au gouvernement	8
La mobilisation, ça se prépare	8
Le 22.09 : Contre les franchises médicales	8
Sarkozy et la récidive	9
Pour la dépsychiatisation des trans	9
Eté pourri... qui sont les responsables ?	9
Le Grenelle de l'environnement	9

Formation

Il y a 90 ans... Octobre Rouge	
La Révolution victorieuse	10

Sexualité

Infections Sexuellement Transmissibles	11
--	----

Kultur

Théâtre en lutte	11
------------------	----

Der

Nouveau Parti :	
Interview d'Olivier Besancenot	12
Les jeunes et le nouveau parti	12



Crise boursière mondiale



té, des millions de familles sont donc incapables de rembourser les emprunts. Les prix des logements ont brusquement chuté car le marché est saturé. Plusieurs d'entre elles ont fait faillite et des millions de familles se sont vues expulsées par ces entreprises.

...à une crise mondiale

La crise s'est étendue à toutes les grandes banques du monde, y compris en France (par exemple BNP Paribas), parce qu'elles participent elles-mêmes massivement au capital de ces sociétés du « subprime ». Il est difficile de savoir exactement de quelle façon, car le « secret bancaire » leur permet de cacher ces liens à toute la population. Cette crise bancaire a entraîné à son tour une panique boursière mondiale, puisque ces ban-

ques contrôlent les capitaux de tous les secteurs de l'économie mondiale.

Pour résoudre cette crise, les banques centrales (c'est-à-dire les banques des États), « injectent des liquidités ». Il s'agit de sommes de plusieurs centaines de milliards d'euros qu'elles distribuent sous forme d'aides aux grandes banques. Mais ces « liquidités » proviennent des impôts payés par les classes populaires, puisque les gouvernements diminuent sans cesse ceux payés par le patronat. L'État ne trouve pourtant jamais l'argent quand il s'agit d'augmenter le pouvoir d'achat des classes populaires !

Les conséquences pour les classes populaires

La crise du « subprime » pourrait entraîner la faillite des grandes banques au moment où les milieux populaires tenteront de récupérer leurs économies. Et si elles ont lieu, ces faillites entraîneront inévitablement une crise générale de l'économie mondiale et une explosion de la

misère sans précédent. Cette crise est probablement le signe que l'on se rapproche d'une telle situation.

Mettre fin à cette fuite en avant, c'est lutter pour les salaires, le droit au logement, en contestant le pouvoir de ces spéculateurs qui dirigent l'économie sans même être capables d'en contrôler la marche. C'est lutter pour l'abolition du secret bancaire, la mise sous contrôle démocratique des grandes banques et plus généralement, de l'économie toute entière.

L'économie doit servir à satisfaire les véritables besoins des travailleurs. Il faut donc qu'ils en prennent directement le contrôle, en renversant économiquement et politiquement ceux qui jouent avec l'avenir de l'humanité.

Oui, nos vies valent plus que leurs profits !

Axel, [Nanterre]

Mi-août, une crise a frappé toutes les bourses de la planète. Explications.

D'une crise du « subprime » américain...

Le terme anglais « subprime » désigne les prêts donnés à des milieux populaires afin qu'ils achètent un logement. Mais ces familles doivent rembourser les prêts à un taux très élevé qui peut changer d'un moment à l'autre ! Si elles n'y arrivent pas, ces familles peuvent être expulsées et leurs logements réquisitionnés pour être revendus plus cher par ces sociétés.

Cependant, les entreprises américaines du « subprime » traversent une crise : les taux d'emprunts ont fortement augmen-

tes, les grandes banques du monde, y compris en France (par exemple BNP Paribas), parce qu'elles participent elles-mêmes massivement au capital de ces sociétés du « subprime ». Il est difficile de savoir exactement de quelle façon, car le « secret bancaire » leur permet de cacher ces liens à toute la population. Cette crise bancaire a entraîné à son tour une panique boursière mondiale, puisque ces ban-

Courbe des prix de l'immobilier américain, de 1890 à 2006



Interview de Dimitris Xeilaris

membre du bureau politique de l'OKDE-Spartakos (section grecque de la Quatrième Internationale)

RED : Quels sont les principaux axes de la campagne d'ENANTIA (coalition électorale d'extrême gauche, ndlr) ?

Dimitris : La période de campagne a été très courte (environ 25 jours). Elle s'est donc focalisée sur quelques points centraux : l'environnement (en lien avec les grands incendies qui ont eu lieu cet été en Grèce) et le droit du travail (salaires, retraites, etc.).

Le principal slogan de la campagne d'ENANTIA était : « seule la lutte sociale peut apporter l'espoir ». Notre objectif principal était de démontrer que la vraie opposition doit être dans la rue et pas seulement dans les urnes. C'est pourquoi ENANTIA a organisé une manifestation contre les incendies et a participé à la grande manifestation syndicale contre l'agenda néolibéral du gouvernement.

RED : Quelles sont les autres organisations impliquées dans ENANTIA et sur quelle base politique s'est fait l'accord ?

Dimitris : Quatre organisations composent ENANTIA : SEK (organisation sœur du SWP britannique), ARAN, ARAS (issus du courant radical de gauche « eurocommuniste ») et d'OKDE-Spartakos (section

grecque de la OI). L'objectif est de former une nouvelle alternative, non sectaire, anticapitaliste qui peut être ouverte à toutes les autres forces de la gauche révolutionnaire et aux individus ou aux groupes qui rompent avec le réformisme.

L'accord politique s'est fait sur la base d'une déclaration qui inclut un certain nombre de points (anti-néolibéral et anticapitaliste) et quelques perspectives politiques qui distinguent notre démarche de la logique réformiste et institutionnelle du Parti communiste (KKE, stalinien) et de Synaspismos (parti réformiste de gauche, ndlr). L'OKDE-Spartakos a œuvré pour enrichir ENANTIA de revendications transitoires.

RED : Quelles sont les perspectives communes après les élections ?

Dimitris : Les résultats électoraux de la gauche anticapitaliste se sont améliorés (passant de 8000 à 17 000 voix) mais ils sont insuffisants, quand on considère son poids dans les luttes sociales actuelles. Les résultats d'ENANTIA sont aussi faibles. La coalition a obtenu 10 600 voix (environ 0.16%) ; un pourcentage bas, dû au fait qu'ENANTIA a été constitué seulement deux mois avant les élections.

Néanmoins, la dynamique de la cam-

pagne a été forte et nous avons pu rassembler jusqu'à 2000 personnes dans des réunions publiques locales.

Ce qui est le plus encourageant, c'est l'augmentation de 150 000 voix du PC. Cela démontre que des franges de l'électorat du PASOK (PS, ndlr) et de la jeunesse se sont déplacées sur la gauche. La perspective d'ENANTIA est très claire (pour l'OKDE-Spartakos, au moins) : essayer de rencontrer tous ceux qui ont voté pour les partis de gauche, par des initiatives de front unique dans la rue. Et dans ces luttes ENANTIA doit défendre l'idée que seule une orientation anticapitaliste peut exprimer à long terme les

intérêts des opprimés.

Propos recueillis par Nina, [Nanterre]



Grève des mineurs de Jbel Aouam

Le 4 juillet dernier, 300 ouvriers de la mine de Jbel Aouam, dans le Moyen Atlas, entamaient un mouvement de grève pour tenter d'améliorer leurs conditions de travail. La direction de la Compagnie minière de Touissit (CMT) refusait toute rencontre avec les syndicalistes, mais elle faisait envoyer l'armée à plusieurs reprises pour empêcher les grévistes de bloquer la production. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire.



DR

La dernière intervention a eu lieu dans la nuit du lundi 10 septembre. 29 mineurs ont été arrêtés, de nombreux blessés. Le lendemain, entre 500 et 1 000 personnes se rassemblaient devant le commissariat de Mrirt, puis les manifestants décidaient de marcher jusqu'au tribunal de Khenifra, à 30 kilomètres de là.

C'est la première fois que les mineurs descendent manifester en ville en deux mois de grève. Les femmes ont joué un rôle important dans la mobilisation après l'intervention des militaires. Plusieurs ont été arrêtées, puis relâchées, et elles ont lancé un appel à la solidarité dans tout le pays. Il y a le procès des mineurs à financer, mais aussi la rentrée scolaire de centaines d'enfants de grévistes qui manquent de fournitures et de moyens de transport.

Les grévistes sont en majorité des temporaires, salariés de sous-traitants fantômes de la CMT. Seul un tiers des travailleurs sont embauchés avec le statut de mineur. Officiellement, les temporaires travaillent

en plein air. En réalité, pour eux, la descente au fond est une descente aux enfers : accidents du travail fréquents, absence de couverture sociale et d'équipements de sécurité décentes, salaires de misère, heures supplémentaires obligatoires et non payées, répression des syndicalistes. Quand l'un d'entre eux ne remonte pas, la société prétend qu'il est mort à l'extérieur et elle envoie quelques dizaines d'euros à sa famille.

Pourtant, leur travail rapporte gros. À Jbel Aouam, on extrait du minerai de plomb, mais aussi d'argent, de zinc et, bientôt, de l'or. La compagnie minière est contrôlée depuis des décennies par des capitaux européens, notamment français. Le dernier propriétaire en date, le groupe Nord-Est, l'a cédée récemment pour 38,3 millions d'euros à deux fonds financiers, Truffle Capital et Moroccan Infrastructure Fund.

Du côté syndical, des initiatives de solidarité ont été lancées dans plusieurs villes et pays d'Europe. L'envoi d'argent est une priorité, mais des démarches sont également en cours pour inviter une délégation de mineurs en France.

Vincent [Jeune LCR Marseille]

Pour un soutien financier aux grévistes, chèques à l'ordre de Solidaires, avec « Soutien Jbel Aouam » au dos. Envoyer à Solidaires 13, c/o Sud PTT-BP 33, 13302 Marseille cedex 3

Gaza : entité hostile...

Le cabinet de sécurité israélien l'a ainsi annoncé le 19 septembre : Ehud Barak, ministre de la défense, a écarté une offensive terrestre d'envergure contre la bande de Gaza et préconise de multiplier raids et éliminations ciblées. Le président de la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, Tzahi Hanegbi, a pour sa part déclaré : « Tôt ou tard, il faudra mener une opération massive contre la bande de Gaza, et d'ici là nous n'avons aucune raison de les gêner en leur fournissant l'eau et l'électricité... » A l'occasion de la fête du Yom Kippour, le bouclage total de la Cisjordanie a été mis en place avec un « niveau de vigilance maximum ». Ehud Barak a ainsi déclaré : « Nous sommes capables de remporter la victoire, quelle que soit la situation, même lorsque les bruits de guerre proviennent de Syrie ou quand l'Iran affûte ses armes. » Pendant ce temps-là, les incursions israéliennes, les arrestations et les assassinats se poursuivent, sur fond de mascarade de « relance du processus de paix ».

Une conférence internationale se prépare pour l'automne, avec à sa tête les États-Unis et une participation active de... la France. Condoleezza Rice a annoncé l'objectif de celle-ci : « faire progresser le processus jusqu'à un document qui aidera à jeter les fondations de négociations sérieuses sur la création d'un État palestinien dès que possible » Sans commentaire...

Collaboration et soumission à l'ordre du jour

Depuis la nomination d'un gouvernement d'urgence en juin, le développement de la politique de ce dernier est clair... Salam Fayyad, le premier ministre palestinien affirme ouvertement qu'il est contre toute forme de résistance. Les droits légitimes du peuple palestinien sont passés à la trappe au nom du « nécessaire processus de paix. » La seule réaction du président de l'Autorité Palestinienne face aux menaces

pesant sur Gaza a été de déclarer que « toute sanction visant le peuple palestinien, qu'elle soit individuelle ou collective, nous dérange et nous inquiète. Cela nuira à nos relations bilatérales [avec Israël] et à nos discussions. » En clair la notion de résistance n'a plus lieu d'être...

Une situation inévitable...

La victoire du Hamas aux dernières élections avait déclenché d'innombrables réactions. Déjà nous disions que cette victoire était principalement due à la volonté des Palestiniens de maintenir leur droit de résister. En votant pour le Hamas ils ont tenté d'écarter du pouvoir les collaborateurs et les corrompus qui avaient vendu leurs droits les plus légitimes. Ils ont tenté d'écarter ceux qui en signant les accords d'Oslo les avaient condamnés. Rappelons le, ces accords impliquaient entre autres que « la partie palestinienne [prenne] toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout acte d'hostilité à l'encontre des implantations, des infrastructures les desservant et de la zone d'installation militaire... » Mais avec la complicité des Israéliens et de la communauté internationale, ils sont toujours là et chaque jour les Palestiniens en payent le prix. Il ne s'agit pas pour nous de défendre le Hamas, mais de soutenir ceux qui luttent chaque jour pour défendre leurs droits. Ils en ont besoin aujourd'hui plus que jamais.



DR

Pauline, [Toulouse]

Combattons Sarko chez nous... pour qu'il n'étende pas sa politique ailleurs !

Sarko -le ministre de tout- est partout, et pas qu'en France... En un été on a retrouvé, dans sa politique étrangère, toute la pourriture de sa politique intérieure révélée à l'extrême : racisme, défense de la haute finance et violence d'Etat.

Racisme (même pas néo-)colonial *

Le 26 juillet, Sarko étalait son racisme éhonté dans un discours honteux face à « la jeunesse d'Afrique ». Selon lui, « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire », son « idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature », et il n'y a chez celui-ci « de place ni pour l'aven-

ture humaine ni pour l'idée de progrès ». En donnant par ailleurs l'impression de condamner le colonialisme, il rejette en fait la faute de la situation actuelle de l'Afrique au fait que « Jamais l'homme [africain] ne s'élançait vers l'avenir ». Exit le pillage des matières premières, du capital humain, et plus récemment du capital intellectuel, exit l'implication de la France dans le génocide Rwandais en 94, exit les 34 Milliards d'euros d'armes vendues entre 94 et 2002 à des régimes répressifs amis de la France, exit les 3 Milliards d'euros de profits annuels des entreprises françaises installées en Afrique. Non, « Le problème de l'Afrique, ce n'est pas de s'inventer un passé plus ou moins mythique pour s'aider à supporter le présent mais de s'inventer un avenir avec des moyens qui lui soient propres. » Connard !

Magouilles impérialistes

A peine une semaine après l'affaire de la libération des otages bulgares, Sarko est à Tripoli. On nous parle uniquement de pourparlers diplomatiques, jusqu'au 2 août le porte parole de l'Elysée affirme même « qu'aucun contrat n'a été signé à l'occasion de la visite du Président ». Sauf que le soir-même une source officielle libyenne

annonce que deux contrats de vente d'armes au profit d'EADS ont été négociés dans le cadre de cette « libération », pour un total de 296 millions. Couac dans la comm' présidentielle. Difficile d'afficher un tel accord alors que c'est la première vente d'arme depuis la levée, en 2004, d'un embargo soutenu par la France dont l'effet essentiel aura été de porter l'inflation à 30% dans le pays. Mais si c'est pour rendre service à un copain...

Menaces de guerre

Et la cerise est arrivée en septembre. Kouchner, le ministre de la trahison et de la guerre, déclare que dans le dossier de l'Iran il faut « se préparer au pire » qui « est la guerre ». Vives réactions, petite rectification. Ce « mot lourd » a été utilisé « à dessein », mais « pour dire qu'il fallait tout faire pour éviter cette guerre » On connaît la méthode, on lance l'idée pour voir les réactions, on teste, et puis ça habitude les esprits au fait que ça se prépare, c'est dans l'air. Ça fait déjà un moment que Sarko est à la pointe des menaces de guerre et de la bataille pour des sanctions économiques contre l'Iran. Une chose est sûre, son objectif est d'empêcher « la bombe iranienne », quitte à « bombarder

l'Iran ». Et ta bombe à toi ? Tu es bien plus dangereux, bien plus nocif, toi et ton allié le gouvernement US, que n'importe qui sur cette terre : les irakiens, les afghans, les africains, et bien d'autres en savent quelque chose.

Sarkozy nous rappelle ce qu'est l'impérialisme, cet alliage subtil de racisme, de défense de l'industrie et de guerre. Notre tâche est de lui opposer une résistance frontale.

Pablo, [Toulouse]

*Pour une analyse détaillée de ce discours, écouter l'excellente émission de Daniel Mermet « Là-bas si j'y suis » : http://www.la-bas.org/article.php?id_article=1224



DR

Sarkozy à Dakar, avec Wade



DR

Nos droits sociaux ont été gagnés Il faudra les défendre par la suite

Le Code du travail au cœur de la bataille entre patrons et travailleurs

Le MEDEF réclame aujourd'hui la mise en place d'un Contrat Unique de Travail, qui remplacerait le CDD et le CDI. En plus de faire disparaître le CDI au profit de CDD de durées variées, il s'agit de faire en sorte que patrons et salariés puissent se «séparer à l'amiable», comme pour un divorce... En clair : la liberté pour les patrons de licencier à tout moment sans motif n'importe quel salarié, au mépris des garanties qu'offre actuellement le code du travail ! D'où vient le code du travail et pourquoi est-il aujourd'hui la cible d'attaques comme le contrat Unique ?

La lutte pour la reconnaissance des droits des travailleurs

Suite à la Révolution française, la bourgeoisie qui prend le pouvoir interdit toute association entre patrons ou entre travailleurs, avec la Loi Le Chapelier (1793) : la révolution ne reconnaît pas l'existence de classes, elle ne reconnaît que des citoyens, qui sont libres et égaux... Donc l'Etat doit intervenir le moins possible, y compris dans les rapports entre patrons et travailleurs, supposés égaux eux aussi. C'est l'affirmation d'une « complète liberté »... c'est-à-dire d'une absence de droits pour les travailleurs. Les relations patrons/salariés sont régulées à partir de 1804 (sous Napoléon) par le code civil : il y est précisé dans un article repris de l'ancien régime que les salariés ne peuvent être engagés que pendant un temps limité (pas de CDI !) et qu'en cas de litiges, c'est le « maître »

qui est cru sur parole ! Cette dernière disposition ne sera abolie qu'en 1868.

Le code du travail, produit de luttes de classes

Le début du 19^{ème} siècle est la période de naissance du capitalisme en France, et celle où les travailleurs doivent se battre pour leur simple survie. La classe ouvrière impose cependant son droit à l'existence. Elle obtient les premières lois et mesures favorables à la condition ouvrière : interdiction du travail des enfants de moins de 8 ans en 1841, le droit de coalition et de grève sont reconnus en 1864, la journée de 10 h en 1900... Et la création du code

collectives (les mêmes droits collectifs des travailleurs dans une même branche d'activité), les 40h et les 15 jours de congés payés sont gagnés en 36 grâce à la grève générale et aux occupations d'usine... Acquis détruits par Vichy, puis rétablis et renforcés aux lendemains de la deuxième guerre mondiale suite à de féroces luttes. Les évolutions du rapport de forces se reflètent dans le code du travail. Chaque victoire ou défaite, même locale, fait jurisprudence et acquiert donc force de loi. Les avancées du code du travail sont aussi le produit de luttes locales, parfois obscures mais victorieuses grâce à l'acharnement de quelques militants ouvriers.

La défense du code du travail et la lutte pour une autre société

Le code du travail est cependant une institution liée à la société capitaliste, au pouvoir qu'y détient la classe capitaliste. Il consacre le droit de propriété : les patrons sont reconnus comme les propriétaires des entreprises, des usines, des bureaux... C'est à



eux que revient le dernier mot, le pouvoir de décision dans l'entreprise. Respecter à 100% le code du travail reviendrait à accepter que ce soient les patrons qui aient le pouvoir de décision dans les entreprises et dans la société... et accepter les reculs qu'a imposés le patronat ces 30 dernières

années : depuis la fin des années 70, le patronat et les gouvernements successifs ont entamé un travail de sape du code du travail (la multiplication des contrats précaires, la plus grande facilité à licencier pour des motifs économiques...).

Aujourd'hui, le code du travail et tous les droits des salariés subissent de brutales attaques. Le patronat rêve d'un marché du travail totalement dérégulé où des salariés sans droits seraient embauchés à la journée comme au 19^{ème} siècle...

La défense du code du travail est un point d'appui fondamental dans les luttes quotidiennes et ce n'est pas un hasard si le patronat veut le réduire quasiment à néant. Mais nous devons également proposer des perspectives de luttes qui dépassent la seule défense des intérêts des salariés dans le cadre de cette société. La bataille pour l'interdiction des licenciements, pour la levée du secret industriel et commercial, le contrôle des salariés sur la production sont des nécessités qui se heurtent à la légalité. A l'image des travailleurs argentins de Zanon, Brukman... qui ont pris le contrôle de leurs entreprises(1) et qui prouvent que les travailleurs peuvent faire tourner l'économie, nous ne devons pas avoir peur de remettre en cause la propriété et les lois qui la défendent.

Bébert, [Nanterre]

Cet article est largement inspiré de *Les attaques contre le Code du Travail au cœur de l'offensive du patronat et du gouvernement contre les salariés* de Denis Seillat et Gérard Villa (paru dans *Débat Militant*, octobre 2005)

(1) Voir le film *The Take* de A. Lewis et N. Klein

La Sécu, on s'est battu pour la créer...

Le 4 octobre 1945 la Sécurité sociale a été créée par ordonnance. Mais déjà, en 1945, la Sécu portait en elle les contradictions qui allaient la remettre en cause peu à peu, pour aboutir aux contre-réformes récentes des retraites et de l'assurance maladie.

Un acquis contre l'insécurité sociale

L'article 1er de l'ordonnance du 4 octobre 1945 stipule qu'« il est institué une organisation de la sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent. » Son financement est garanti par des cotisations proportionnelles au salaire. Sa gestion est assurée par les assurés sociaux eux-mêmes. Autrement dit, une partie de la richesse produite est collectée dans une caisse indépendante des patrons et de l'Etat, pour prémunir les salariés - à terme, l'ensemble de la population - des grands risques sociaux : maladie, vieillesse, famille

Les stalinien en France et en Italie ont largement la capacité de se lancer à la conquête révolutionnaire du pouvoir, ils décident plutôt de suivre la ligne dictée par Moscou, à savoir qu'il fallait respecter le partage du monde conclu à Yalta entre Staline, Roosevelt et Churchill et collaborer avec les bourgeoisies locales. Le PCF désarme donc ses milices et entre au gouvernement avec De Gaulle. À côté de cet accord politique, il est nécessaire, pour calmer l'agitation et reconstruire le pays, d'accorder aux travailleurs des mesures sociales importantes (augmentation des salaires, mise en place de la Sécurité sociale). Mais il est aussi nécessaire de relancer l'économie par la consommation des ménages, en augmentant le pouvoir d'achat des salariés.

La Sécurité sociale est le résultat de ce compromis historique. Mais des oppositions se dessinent. Le patronat, bien que

Le « compromis historique »

Mais alors que les partis communis-



Manif pour la défense de la Sécu, en 1975

désorganisé, voit d'un mauvais oeil ce système fondé sur la satisfaction de besoins, dont le financement viendra amputer ses profits, d'autant qu'il n'en a pas le contrôle, puisque les salariés disposent des deux tiers des postes d'administrateurs. Depuis son instauration, il n'arrêtera pas de l'attaquer. Il obtiendra la parité au sein des conseils d'administration en 1967. Et depuis une vingtaine d'années maintenant, un effort systématique est fait pour son démantèlement. Sa nature d'acquis collectif et commun à l'ensemble des travailleurs fait que les attaques peuvent susciter des mouvements d'ensemble, comme ceux de 1995 et de 2003.

Christakis, [Censier]

1791 (Première République) : Décret d'Allarde, puis loi Le Chapelier. Interdiction des regroupements d'ouvriers et des grèves.

1803 (consulat de Bonaparte) : mise en place du Livret ouvrier. On y note les dates de début et de fin des emplois occupés par l'ouvrier. C'est le patron qui le garde, il peut donc empêcher un ouvrier de partir ou le renvoyer sans le lui rendre, donc l'empêcher de trouver un nouvel emploi.

1804 (Napoléon 1er) : dans le Code civil (ou Code Napoléon) les conventions et contrats de travail, à durées déterminées ou indéterminées, sont officialisés. Le contrat peut « toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. »

1806 (idem) : création des Prud'hommes. Lors d'un litige, c'est le patron qui est cru sur parole.

1841 (Monarchie de Juillet - Louis-Philippe) : pour les entreprises de moins de 20 salariés, l'âge minimum d'embauche est fixé à 8 ans et à 13 ans pour le travail de nuit. La durée du temps de travail est établie à 8 heures par jour pour les enfants de 8 à 12 ans et à 12 heures entre 12 et 16 ans.

1848 (Deuxième République) : journée de travail à 10 heures à Paris et 11 heures en province. La loi est abrogée la même année.

1854 (Napoléon III) : généralisation du Livret ouvrier à tous les ouvriers.

1864 (idem) : droit de créer des associations ouvrières ; droit de faire grève.

1874 (Troisième République) : interdiction du travail avant 12 ans. Limitation du temps de travail des mineurs et des femmes à douze heures par jour et interdiction les dimanches et jours fériés. Interdiction du travail de nuit dans l'industrie pour les femmes et les enfants.

1884 (idem) : légalisation des syndicats.

1892 (idem) : interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants.

1898 (idem) : reconnaissance de la responsabilité patronale dans les accidents du travail.

1900 (idem) : limitation du temps de travail à 11 heures pour tous.

1919 (idem) : journée de 8 heures ; création de conventions collectives.

1936 (idem) : semaine de 40 heures et congés payés.

Liberté acquise par la lutte... Liberté acquise par la lutte !

L'arme des travailleurs, c'est la grève !

En 1791, au nom de la « liberté d'entreprendre », la Révolution française interdit les grèves et les syndicats. Déjà, c'est au nom de la « liberté » des plus riches que l'on restreint celle des autres.

Un droit contesté par les républicains

La classe ouvrière française est, alors, peu nombreuse. Elle n'est pas concentrée dans des grandes usines et n'est pas consciente d'elle-même. Au fur et à mesure du développement de l'industrie, dès le début du 19^{ème} siècle, elle se renforce. Les travailleurs ruraux qui allaient s'installer en ville pendant l'hiver, et qui n'étaient donc que des ouvriers temporaires, s'installent définitivement. Ceux qui travaillaient à domicile pour les industries sont désormais réunis dans des manufactures et des usines. L'usine est un moyen de contrôler le travail des ouvriers pour les patrons. Mais c'est aussi un moyen de se rencontrer pour les ouvriers.

Des révoltes ouvrières avec cessation du travail existent dès le début du siècle. Mais un événement clé est la double révolte des Canuts, en 1831 puis en 1834. Les Canuts sont les ouvriers de la soie à Lyon. Leur première révolte se fait contre la baisse des salaires. La grève ouvrière débouche sur une révolte politique : les Canuts prennent les armureries, puis se rendent maîtres de la ville. Une armée de 20 000 hommes est alors envoyée. Le gouvernement annule les accords concernant les salaires. Techniquement, la grève a échoué. Mais des sociétés secrètes républicaines (on est revenu sous la monarchie depuis 1815) se créent. On voit également apparaître des sociétés ouvrières de « secours mutuel », sortes de mutuelles gérées par les ouvriers eux-mêmes et légales.

Ces organisations sont à l'origine de l'insurrection de 1834. Le patronat veut de nouveau baisser les salaires, tandis que la Chambre des pairs adopte une loi réprimant les sociétés républicaines. Des grèves ont lieu, dont les meneurs sont traduits en justice. L'insurrection éclate et dure six jours. Les ouvriers prennent plusieurs quartiers et faubourgs. La répression est féroce contre eux : 100 à 200 morts, plus de 600 victimes, 10 000 arrestations donnant lieu à des déportations ou à de lourdes peines de prison...

Mais cette révolte donne à réfléchir à l'ensemble du mouvement ouvrier. Elle prouve que l'arme de la grève peut répondre aux questions des conditions de travail, mais aussi aux questions politiques, à condition que les ouvriers soient prêts et organisés.

Le développement du mouvement ouvrier

En février 1848, la révolution éclate à Paris. Le roi Louis-Philippe est chassé, la Deuxième République est proclamée.

Cette fois, les ouvriers parisiens ont joué un rôle central. Deux gouvernements se mettent en place : un gouvernement républicain modéré et un gouvernement ouvrier et socialiste. La bourgeoisie convainc le second de s'auto-dissoudre et intègre deux de ses membres au gouvernement. Pour lutter contre le chômage, le gouvernement crée les « ateliers nationaux » : les ouvriers peuvent y travailler et recevoir un salaire, quoi qu'il arrive. Mais ces foyers coûtent cher et sont des lieux de politisation. Dès juin, ils sont fermés. Les ouvriers cessent alors le travail et se révoltent. La répression fait entre 1 500 et 12 000 morts.

En 1850, Louis-Napoléon Bonaparte est élu président de la république. Il devient Napoléon III un an plus tard. Sa politique est féroce contre les grèves qui se multiplient aux quatre coins de la France. L'armée est envoyée systématiquement. Mais les organisations ouvrières, républicaines radicales, démocrates ou socialistes se multiplient. Les sociétés ouvrières de secours mutuel contestent le pouvoir patronal. En 1864, la Première

Internationale ouvrière se crée, c'est l'Association Internationale des Travailleurs (AIT). C'est aussi le tournant « libéral » du Second Empire. Pour éviter les révoltes, et parce que les grèves explosent, la loi Ollivier légalise les associations ouvrières et instaure le droit de grève. Ce droit a donc été gagné par les travailleurs, il n'a pas été concédé par en haut, il n'est rien d'un acquis démocratique « républicain ».

Un droit toujours d'actualité

Depuis, la classe ouvrière a fait et fait usage de cet acquis. Grèves locales, dans une usine, grèves d'entreprise, sur tout le territoire, grèves sectorielles, comme celles des cheminots, grèves internationales, grèves défensives ou offensives, sont à l'origine de tous nos acquis.

La France a connu deux grèves générales : en 1936, ce sont 2 millions d'ouvriers qui cessent le travail et occupent leurs usines. C'est de là que viennent les 40 heures, la généralisation des conventions collectives et les congés payés. En 1968, 9 millions d'ouvriers sont en grève. Ils chassent le gouvernement, le président de Gaulle doit fuir en Allemagne. Les mouvements réformistes, sociaux-démocrates ou stalinien, ont, dans ces deux cas, sauvé la bourgeoisie en arrêtant la grève avant qu'elle n'aille trop loin. Ce sont eux qui, aujourd'hui, ne font rien contre le service minimum ou pour les régimes spéciaux.

Alors que le gouvernement rêve d'en revenir au 19^{ème} siècle pour ce qui est du code du travail et de la sécu, il s'en prend au plus important de nos acquis. Mais nous savons que la seule arme des travailleurs restera la grève, et nous saurons nous en servir !

JB, [Nanterre]



Casse des conventions collectives et Autonomie des universités :

Même but, mêmes effets !

Juin 1936, la Libération, mai 68, autant de périodes qui virent les luttes des salariés, des étudiants et des précaires obtenir des acquis sociaux. Ces avancées, que d'aucuns qualifieraient de fondamentales, sont pourtant remises en cause par la classe dirigeante, qui est plus que jamais déterminée à en venir à bout. Le but de la manœuvre est de servir au patronat la main d'œuvre la plus corvéable et la plus malléable possible.

La casse des conventions collectives par la loi.

Les formes que prennent ces attaques sont diverses mais interdépendantes

puisqu'elles sont portées dans le même objectif : l'enrichissement des élites au détriment de la masse. Le sabotage des conventions collectives en est un exemple. A la base, les conventions collectives ont pour objet d'améliorer les conditions de travail définies par la loi. Or une loi de mai 2004 modifie la règle du jeu. En effet, un simple accord d'entreprise peut déroger à la loi. Mais ces pseudo-accords profitent quasi systématiquement au patronat. C'est un moyen très commode pour les patrons de bloquer les salaires, de faire travailler l'employé plus, ou encore de licencier plus facilement. En définitive cette loi vide de sa substance le rôle des conventions collectives. Cette mesure est un moyen pour la classe dirigeante de faire passer plus

facilement les réformes antisociales dont elle a le secret.

L'université : le nouveau marché du patronat.

Un des principaux enjeux de ces prochaines semaines sera à l'évidence la question des universités, et la lutte contre le projet du gouvernement sur l'autonomie. Les problèmes qu'engendrerait une telle réforme seraient nombreux. Les universités auraient la possibilité de sélectionner les étudiants. Les entreprises pourraient également avoir leur mot à dire sur l'orientation prise par les universités. Cette connivence aura comme effet d'accroître

grandement les inégalités déjà existantes entre les différentes filières, en fonction de la demande patronale. Cela provoquerait aussi la multiplication des licences professionnelles, diplômes « hyper spécialisés » conçus pour satisfaire essentiellement les besoins propres aux entreprises. Si le gouvernement a pris l'enseignement comme cible, c'est dans le but de précariser les futurs salariés, et de tirer par le bas le coût de la main d'œuvre. C'est pour cela que face au radicalisme des attaques du gouvernement, nous devons construire des mobilisations à la hauteur.

Samuel, [Strasbourg]

1941 (Vichy) : interdiction des grèves ; abrogation des conventions collectives.

1945-46 (Conseil National de la Résistance - Quatrième République) : création de la Sécurité sociale. Elle a quatre branches : maladie, famille (allocations), recouvrement, retraite. Elle est financée par des cotisations et gérée par les salariés, puis avec le patronat.

1946 (Quatrième République) : le droit syndical devient constitutionnel.

1950 (idem) : Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) ; restauration des conventions collectives.

1967 (Cinquième République - De Gaulle) : interdiction du travail avant 16 ans.

1970 (Pompidou) : Salaire minimum indexé à la croissance (SMIC).

1975 (Giscard d'Estaing) : autorisation des licenciements pour motifs économiques.

1979 et 1985-86 (Giscard puis Mitterrand) : élargissement du droit patronal de recours au CDD.

1982 (Mitterrand) : 39 heures.

1983 (idem) : retraite à 60 ans (57 ans pour les fonctionnaires) à taux plein avec 37,5 annuités de travail.

1991 (idem) : création de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) pour financer la Sécurité sociale par l'impôt.

1993 (cohabitation Mitterrand - Balladur) : instauration d'un Plan social obligatoire lors du licenciement économique d'au moins dix personnes, dans les entreprises de plus de 50 salariés ; exonérations de charges pour les entreprises notamment pour le travail non qualifié ; passage de la cotisation à 40 annuités pour les salariés du privé.

1998 (cohabitation Chirac - Jospin) : 35 heures et annualisation du temps de travail.

2001 (idem) : levée de l'interdiction du travail de nuit des femmes.

2003 (Chirac - Raffarin) : loi Fillon sur les retraites, recours à la capitalisation plutôt qu'à la répartition ; passage de la cotisation à 40 annuités pour les salariés du public.

2005 (Chirac - Villepin) : création du CNE ; apprentissage à 14 ans ; travail de nuit à 15 ans.

2007 (Sarkozy) : loi sur le service minimum.

L'autonomie des universités ou la privatisation des facs

La loi dite sur « les libertés et responsabilités des universités », votée pendant le mois d'août dernier, s'inscrit dans la droite continuité des différentes réformes de l'enseignement supérieur de ces dernières années (LMD, Loi sur la recherche, ...). L'objectif poursuivi est clair : soumettre l'université aux besoins immédiats des entreprises, casser les garanties collectives des futurs salariés qui entreront sur le marché du travail. Ils veulent faire de l'université une machine à fabriquer de la chair à patrons.

La démocratie à l'université, c'est adieu les étudiants et bienvenue les patrons !

La loi s'attaque à la démocratie à l'intérieur de l'université. Elle propose de réduire le nombre d'élus étudiants, profs et personnels dans les conseils d'administration des facs. Les élus étudiants passeraient de 14 actuellement à 5, les personnels Atoss des universités n'auraient plus que 3 élus. Par contre la loi prévoit de renforcer le nombre de « personnalités extérieures », c'est-à-dire des personnalités nommées par le président de la fac et issues du monde de l'entreprise (traduction : des patrons). Avec la nouvelle loi, ils représenteront près d'un tiers des CA. L'objectif est clair, le gouvernement veut des CA qui appliquent à la lettre sa politique. Il préfère donc que ce soit des chefs d'entreprise qui décident plutôt que des étudiants.

Des universités gérées comme des entreprises !

La loi fait des présidents d'université de véritables chefs d'entreprises des facs. Elle leur ouvre la possibilité d'embaucher ou de virer des personnels et des profs, la possibilité d'avoir recours à des financements privés, la possibilité de vendre des locaux de l'université.

Les universités auront donc de plus en plus recours à des personnels ou des profs

non titulaires, des vacataires ou tout autre sorte de contrats précaires.

La possibilité de recours aux financements privés ouvre la porte à la privatisation de l'université. Les entreprises qui donneront de l'argent aux facs auront un droit de regard sur le contenu des formations. Elles ne voudront financer que des diplômés qui leur sont directement utiles. On verra alors se développer encore plus les licences professionnelles du type chargé de rayon chez Carrefour ou chargé de clientèle au Crédit Mutuel. Même le budget qui restera versé par l'Etat sera soumis à conditions. Il faudra dorénavant passer un contrat avec l'Etat, il ne versera du budget que si l'université s'engage à développer les filières professionnelles, le financement sera soumis à des objectifs de résultats en termes d'insertion professionnelle.

Toujours plus de sélection !

La loi supprime le droit pour tout étudiant bachelier de s'inscrire dans la fac et la filière de son choix. Il faudra maintenant avoir recours à une procédure de pré-inscription. Les tests de cette procédure, déjà effectués dans plus de 45 universités, prouvent que le terme de pré-inscription n'est là que pour déguiser une sélection réelle qui va s'instaurer à l'entrée des facs. Cette mesure offre la possibilité aux universités de choisir les étudiants qu'elles inscriront.

Le nouveau dispositif de financement des facs va considérablement creuser les inégalités entre les établissements. Ce dispositif de sélection ne va faire que renforcer cette inégalité. Les universités « riches » sélectionneront les meilleurs étudiants, les autres n'auront qu'à se contenter de facs « poubelles ».

C'est pourquoi nous devons tout faire pour obtenir le retrait de cette loi. Le mouvement contre le CPE a prouvé que par la lutte, il était possible d'obtenir le retrait d'une loi déjà votée ! N'attendons pas, organisons la riposte contre cette loi !

Juliette |Nanterre|

La mobilisation ça se prépare

La loi d'autonomie rebaptisée « Loi relative aux libertés et responsabilités des universités » a été votée durant l'été. Déjà en juillet, dès l'annonce du projet de loi, des assemblées générales des personnels avaient eu lieu sur plusieurs universités, réunissant parfois plusieurs centaines de personnes, preuve d'une grande inquiétude quant au projet de loi.

Cette inquiétude n'est pas partagée par tous, puisque la direction de l'UNEF s'est prononcée pour la loi et a même, selon les propres mots de Bruno Julliard, président de l'UNEF, « aidé à faire passer la réforme » (Interview sur Libération.fr le 19 septembre).

La rentrée est une période plus propice à une véritable réaction. Déjà des réunions intersyndicales étudiants et personnels, ont eu lieu dans différentes universités pour informer sur les conséquences de la loi mais aussi pour préparer des assemblées générales. Des réunions regroupant Sud Etudiant, la FSE, l'UEC, les JCR et

des militants de l'UNEF ont débouché sur un appel unitaire et la création d'un collectif contre l'autonomie des universités. L'objectif étant d'organiser la mobilisation contre la loi, l'appel propose de faire dans la semaine du 15 au 20 octobre des assemblées générales dans un maximum d'universités, et de faire de la journée du 23 octobre une journée d'action nationale commune.

La mobilisation ne va pas être facile à construire, mais nous avons de véritables points d'appui avec la volonté des personnels universitaires de se mobiliser et la création du collectif unitaire au niveau national pour construire une mobilisation d'ampleur sur les universités. Nous ne devons pas attendre pour mettre en place des réunions publiques, des réunions intersyndicales pour proposer à tous de se battre contre cette loi, car personne ne le fera à notre place.

Pacontan, |Jussieu|

Contre ce gouvernement, construisons la résistance !

L'enjeu actuel est d'organiser une riposte sociale capable d'empêcher la transformation de la victoire électorale de Sarkozy en victoire sur le terrain social. Il faut relever le défi et se préparer aux luttes à venir. La jeunesse aura un rôle central dans la confrontation car elle possède un potentiel de radicalité important. Dès maintenant, il faut que dans toutes les universités nous mettions en place un front de résistance large, l'expérience du CPE est encore proche ainsi nous ne partons pas de rien. A cette occasion, toutes les organisations de jeunesse de gauche, politique et syndicale, avaient su travailler ensemble, dans l'unité, et c'est ce qui a payé. Exigeons dès à présent une unité syndicale et politique forte sur le retrait de la loi d'autonomie.

Pour impulser un mouvement fort, il paraît indispensable de rassembler plus largement tous les jeunes qui rejettent la politique de casse sociale de Sarkozy. Les collectifs de résistance doivent être l'outil démocratique, un noyau de résistance politique structuré. Dès le mois

d'octobre, des assemblées générales (AG) doivent se tenir afin de préparer la mobilisation avec l'ensemble des étudiants et leur proposer de nous rejoindre dans ce cadre collectif.

Mais la loi d'autonomie ne touche pas que les étudiants, elle est une remise en cause des statuts des personnels, et pour plus d'efficacité il faut dès à présent travailler ensemble. Si un de nos objectifs de rentrée est la loi d'autonomie, nous devons sans cesse, dans ces collectifs et dans les AG, expliquer la nécessité de s'organiser pour lutter contre l'ensemble des réformes ultra-libérales, et développer une analyse plus large du système auquel nous avons à faire.

La victoire électorale de la droite ouvre un nouveau cycle d'attaques contre le monde du travail. Les collectifs de résistance ne doivent donc pas s'arrêter aux portes des universités, il faut aller à la rencontre des personnes dans les quartiers et les entreprises pour lier nos luttes et impulser un mouvement d'ensemble. Les collectifs ne doivent pas rater les prochaines

mobilisations et être présents et visibles le 29 septembre contre les franchises médicales et aux cotés des cheminots qui se mobilisent. Les rendez vous ne vont pas manquer !

Matthias, |secteur jeunes LCR Aix en Provence|



29 septembre : début de mobilisation contre les franchises médicales

Utilisant comme prétexte de résorber le fameux trou de la Sécu, et de lutter contre la maladie d'Alzheimer et le cancer, Sarkozy a annoncé la mise en place prochaine de « franchises médicales », c'est-à-dire du non-remboursement des frais médicaux, allant jusqu'à 50 euros par an et par personne, en

dicats (FSU, Solidaires, certaines UD de la CGT...), des partis politiques (LCR, PCF, PS, Verts), des associations de malades (Aides, Act Up) et des mutuelles... s'est organisé et appelle à une première journée unitaire nationale de riposte « contre les franchises et pour l'accès aux soins » le 29 septembre. Cette journée constitue la première initiative de riposte nationale et uni-

taire contre les nombreuses lois antisociales de Sarkozy, et se déclinent localement dans plusieurs dizaines de villes par des rassemblements, des réunions publiques. Il faudra accélérer le rythme dans les semaines qui suivent,



plus de ce que nous payons déjà de notre poche. L'enjeu pour le gouvernement est de faire payer aux malades ce que l'Etat et le patronat ne veulent plus payer. C'est transformer la Sécu en un système marchand, fonctionnant comme les assurances, ce qui accroîtra les inégalités entre patients, et dégradera l'accès aux soins, en particulier pour ceux qui ne peuvent se payer une complémentaire santé.

Dès le mois de juin, un Collectif national, regroupant 50 organisations dont des syn-

par l'organisation de manifs par exemple, pour contrer le projet de loi qui devrait être voté fin octobre. Pour construire rapidement cette riposte à la hauteur des attaques contre la protection sociale, pour préparer d'ores et déjà un mouvement d'ensemble de la jeunesse et des travailleurs, il nous faut contribuer à la réussite des initiatives du 29 septembre.

Adrien |Jeunes LCR Bordeaux|

Loi Dati : rappel à l'ordre d'un juge trop laxiste

Faisant usage d'une disposition de la loi Dati, qui permet de déroger aux peines minimales encourues en se fondant sur « les circonstances de l'infraction, la personnalité de son auteur et des garanties d'insertion », un magistrat de Nancy avait requis un an de prison – au lieu des quatre prévus par la loi instaurant des peines planchers pour les récidivistes – à l'égard d'un homme pris en flagrant délit de trafic de stupéfiants. Mais voilà, la disposition prise dans le seul but de ne pas froisser le Conseil constitutionnel n'avait pas vocation à être utilisée aussi effrontément.

Prétextant une critique publique de la loi de la part du magistrat, celui-ci s'est vu convoqué au ministère de la Justice afin d'être auditionné et réprimandé par le directeur des services judiciaires en personne. Devant le tollé que suscite l'affaire dans la profession, le pauvre bougre ne sera pas poursuivi par la chancellerie. Reste à savoir ce qu'il risque d'encourir en cas de récidive...

Gare aux fachos !

Bien que le FN n'ait obtenu que 10% cette année aux présidentielles, contre 20% en 2002, cela ne signifie en rien un recul de l'extrême droite, bien au contraire.

Des idées qui contaminent toute la société

On peut constater que la lepénisation des esprits gagne toujours du terrain car, que ça soit les médias, les intellectuels ou les politiques de droite comme de gauche, tout le monde fait campagne pour l'extrême droite. Cela donne aujourd'hui un Ministère de l'Identité Nationale et de l'Immigration qui choque à peine l'opinion.

Pas de fachos dans nos quartiers

Les idées ne sont pas les seules à progresser, les organisations comme les identitaires ou renouveau français ce renforcent et recrutent de plus en plus de jeunes. Ils s'élargissent également par des collectifs comme France indépendante (ultra-nationaliste...) qui se bat contre l'Europe et la mondialisation. Décomplexés, les nazillons reprennent confiance et n'ont plus peur de se montrer. Ils organisent plus souvent des rassemblements, comme le 21 septembre à Paris, où plus de 200 fachos avec un service d'ordre très conséquent, se sont réunis contre le traité européen.

Pas de quartier pour les fachos

Plus que jamais, soyons vigilants à toutes les manifestations d'extrême droite, ne les laissons pas impunément défilé. Nous devons être à l'initiative de contre-rassemblements en formant des cadres unitaires avec les autres forces antifascistes pour les stopper idéologiquement et physiquement.

Pauline, |Nanterre|

Sarkozy récidive : le pompier pyromane rallume la flamme

O nzième loi en 5 ans censée freiner la délinquance, le nouveau projet de loi sécuritaire concernant la récidive des majeurs et des mineurs, voulu par Sarkozy, a été validé par l'Assemblée Nationale le 10 août dernier.

Pourquoi recourir à la procédure d'urgence pour faire adopter ce projet de loi contre la récidive alors que la loi de décembre 2005 aggravait déjà les peines en cas de récidive et que la loi dite de prévention de la délinquance de mars dernier s'attait elle aussi à réformer les ordonnances de 1945 concernant la justice des mineurs?

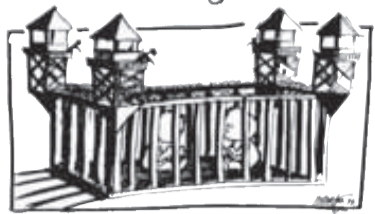


Pour

Rachida Dati, ministre de la Justice et, selon ses propres termes, de « la

rénovation urbaine à coups de kärcher » : «A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle : pourquoi ne pas appliquer le principe de précaution aux victimes ?». Vieille rengaine du choix inéluctable entre l'aide aux victimes ou bien l'aide aux bourreaux, il vaut mieux sur-condamner des délinquants bien réels afin de préserver d'éventuelles victimes. Après les guerres préventives, voici donc les peines préventives ou peines-plancher... Au-delà de la volonté de Sarkozy de donner des gages à un électorat gavé d'insécurité, il en va de la continuité de la mise en place d'un État sécuritaire, pendant du libéralisme et de l'insécurité sociale qu'il ne cesse de générer.

LA FRANCE OFFRE DES JOURNS DÉFENANT!



Pour les récidivistes (majeurs comme mineurs) le juge sera obligé d'appliquer une peine-plancher, c'est-à-dire un minimum de peine d'emprisonnement (à l'exclusion de toute alternative), sauf à justifier que le condamné présente des circonstances exceptionnelles d'insertion. De plus, les mineurs de 16 ans et plus se verront condamnés comme des majeurs dès le deuxième délit, sauf exception fortement justifiée.

Les magistrats, contraints de punir selon les normes dictées par le gouvernement, se voient ainsi dépossédés de leur liberté d'appréciation et de discernement. Il va sans dire que par manque de temps et de moyens peu d'entre eux exploiteront les rares exceptions laissées ouvertes par la loi et qu'ils se plieront très vite au recours systématique aux peines-plancher.

L'introduction des peines-plancher va augmenter le nombre de condamnations à la prison ferme et aggraver la surpopulation carcérale déjà critique ayant fait l'objet de nombreux rapports alarmants.

Bien qu'elle soit le principal foyer de la récidive, ces mesures font de la prison le modèle unique de la peine au détriment des peines alternatives ou des aménagements de peine, cultivant ainsi le mal qu'elles prétendent soigner.

Ambre, [Censier]

Les trans doivent être dépsychiatrisés !

Voici des extraits de l'appel à manifester...

L'OMS considère la transsexualité et le transgendérisme comme des pathologies mentales en les qualifiant de «trouble de l'identité sexuelle» dans la classification internationale des maladies.

Cette classification des maladies est le modèle de référence des professionnels de la santé de tous les pays. Par conséquent, les personnes trans du monde entier se voient obligées de passer devant des équipes de psychiatres qui «évaluent» leur identité de genre pour décider de leur accès aux traitements hormonaux ou à leur changement de sexe sur l'état civil.

Notre genre ne peut être évalué, ni par la psychiatrie, ni par aucune autre discipline, et encore moins pénalisé et conditionné par ce même service qui est censé garantir notre plein développement physique, émotionnel et social. Nous exigeons un système de santé publique qui respecte nos corps intersexes et transsexuels sans être jugés systématiquement par la morale médicale.

Il est indispensable, pour éviter l'exclusion des personnes trans, de lutter contre la transphobie dans les milieux éducatif, pénitentiaire, dans les moyens de communication, etc. et particulièrement dans le monde du travail, afin de garantir à touTEs

un accès à l'emploi. Dans le même temps, il faut développer et assurer des conditions de dignité, de santé et de sécurité aux travailleurSES du sexe.

Alors que la classification internationale des maladies est en cours de révision, c'est le moment de lutter pour que soit retiré le «trouble d'identité de genre» de ce manuel, de la même manière que dans

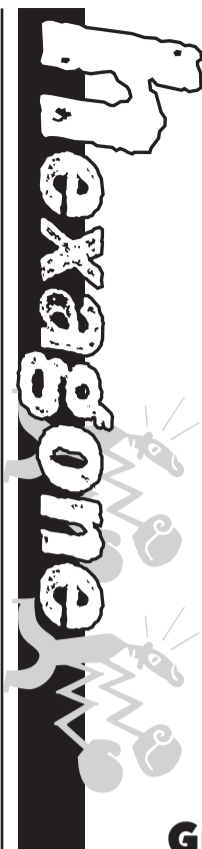
les années 1990 la communauté homosexuelle n'a plus été considérée comme malade par cette classification.

Les pressions de genre nous affectent touTEs, elles déterminent comment nous devons nous comporter et établir nos relations, nous obli-

geant à nous conformer à des identités conceptuelles. C'est pour cela que cette lutte n'est pas exclusivement trans, c'est une lutte qui nous implique touTEs.

Les 6 et 7 octobre, nous manifestons de manière conjointe à Paris et Barcelone. Cette lutte doit être une lutte internationale construite à partir d'actions simultanées et coordonnées dans différentes villes du monde.

Pour plus d'infos : www.pantheresroses.org
Appel à manifestation pour la lutte transgenre, transsexuelle et intersexuelle
Dimanche 7 octobre 2007 à Barcelone (18h Pl Universidad)
Samedi 6 octobre 2007 à l'Existrans à Paris (heure et lieu à confirmer)



Grenelle de l'Environnement

Le «Grenelle de l'environnement» est une consultation qui doit aboutir à la fin du mois à une quinzaine de projets marquant l'engagement de l'Etat en faveur du développement durable. Sa préparation a presque tout pour être une échéance intéressante... Six thèmes ont été retenus : changement climatique et énergie ; biodiversité et ressources naturelles ; environnement et santé ; production et consommation durables (qui comprend l'agriculture) ; démocratie écologique ; emploi et compétitivité.

Des invités vraiment pas révolutionnaires !

Les plus grosses organisations de la « société civile » sont représentées : agriculteurs, chasseurs, défenseurs des animaux, syndicats professionnels, MEDEF entre autres y sont représentés. Chaque groupe (de quarante personnes !) est structuré en cinq collèges paritaires (Etat, ONG, collectivités locales, syndicats, patronat).

Les «personnes morales associées», au nombre d'environ une dizaine dans chaque groupe sont « en plus » et elles vont des représentants d'agriculteurs à ceux de TOTAL!! Côté ONG, France Nature Environnement (FNE), qui représente des associations locales en France, l'Alliance pour la planète, qui rassemble des ONG internationales (Greenpeace, WWF...) et des associations spécialisées sont majoritaires, la Fondation Nicolas Hulot ayant une place réservée dans chacune des commissions. Toutes ces associations sont avant tout environnementalistes : elles proposent des plans de préservation de l'air, des animaux... sans rien changer aux causes des problèmes, c'est-à-dire au fonctionnement de la société, au mode de production capitaliste. Elles ont toutes un point commun : ne pas mettre en cause le modèle de société actuel, mais plutôt tenter vainement d'en corriger les excès ou les déviations...

Les différents groupes doivent bientôt rendre leurs propositions. Personne ne sait encore sur quels critères sera effectué le tri entre les dizaines de propositions qui ne manqueront pas d'émerger. Reste à penser que ce ne sera sûrement pas les plus efficaces pour sauver notre planète car il y a fort à parier que ce sera encore à nous de faire des efforts et pas aux entreprises qui elles, polluent beaucoup plus largement.

Amélie, [Nanterre]

Été pourri..., qui sont les responsables ?

T out le monde s'accorde pour dire que l'été a été pourri (quel été ? pas vu...). Mêmes si de telles périodes de mauvais temps sont possibles dans des conditions normales, on observe une multiplication des dérèglements climatiques depuis les dernières décennies avec une accélération progressive et ils nous semblait important de revenir sur certaines des causes de ces phénomènes.

Depuis le début de la révolution industrielle, on observe un réchauffement progressif de la température. L'émission de plus en plus massive de gaz à effet de serre (GES, comme le CO2), produits notamment par l'industrie, dans l'atmosphère entraîne une augmentation des températures.

L'effet de serre est pourtant un phénomène naturel (et même vital). La chaleur émise par la Terre (qui provient du Soleil et des mécanismes internes) se réfléchit sur le sommet de l'atmosphère et revient à la surface de la Terre. Ce mécanisme permet à la Terre de ne pas avoir une température moyenne de -20°C, ce qui est plutôt appréciable.

Le problème qui se pose aujourd'hui avec le réchauffement climatique est totalement différent. Le mode de production capitaliste, en privilégiant systématiquement la course aux profits au détriment de la prise en compte de l'environnement, provoque un



réchauffement bien au-delà du phénomène naturel.

Aujourd'hui, même s'il existe un accord global (même dans la bourgeoisie) pour reconnaître que le réchauffement de la planète doit être combattu, les solutions qui émanent des différentes conférences internationales, Kyoto, G8, GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Etudes sur le Climat), etc. ne peuvent, au mieux, rien faire.

Les solutions proposées par ces instances internationales sont simples : le protocole de Kyoto proposait une diminution de 5,2% des émissions de GES. Cette baisse,

si elle était appliquée par l'ensemble des pays dominants

n'entraînerait qu'une baisse de 0,1°C, et elle n'a pas été acceptée par le plus gros producteur de GES (Etats-Unis) ce qui la limite à une baisse de 1,7%.

Les solutions soumises le plus récemment sont de réduire de façon plus drastique les émissions de GES, mais en ne limitant pas cette réduction aux pays dominants. Quand on sait que de simples permis de polluer

(taxe sur les émissions) autorise les entreprises à passer outre cette réduction, on imagine très vite et sans être parano que seuls les pays pauvres devront restreindre leurs émissions.

Aujourd'hui, il y a un réel enjeu à se mobiliser contre les effets du réchauffement climatique, non seulement pour défendre notre environnement vital de la destruction, mais aussi parce que en remettant en cause le système de production capitaliste et la course au profit, cette question peut mettre en difficulté le système.

Une journée internationale de mobilisation contre le réchauffement climatique aura lieu le 8 décembre avec des manifestations partout dans le monde à cette date. Ce sera une première étape de mobilisation.

Adrien [Jussieu]



Il y a 90 ans...

Octobre Rouge

La Révolution victorieuse !

La Révolution Russe d'Octobre 1917 a été la référence principale pour les révolutionnaires du 20^{ème} siècle. C'est la première fois que la classe ouvrière arrachait le pouvoir aux bourgeois. Aujourd'hui, pour tous ceux qui veulent en finir avec ce système pourri, cette expérience historique est toujours une grande source d'enseignements et de questions.

La Révolution de Février

La Russie de 1917 est arriérée économiquement, et dirigée d'une main de fer par le Tsar et sa police politique. Elle s'engage dans la Première Guerre Mondiale : les classes dirigeantes envoient des millions de travailleurs et de paysans mourir au front, pendant qu'eux-mêmes restent à l'arrière, et profitent de la guerre pour augmenter leurs profits. La bourgeoisie a trop peur de la colère des travailleurs pour oser s'attaquer au régime du tsar.

Mais au mois de Février, la crise explose : les ouvriers descendent dans la rue par millions, et font ce que la bourgeoisie n'osait pas faire. C'est la Révolution de Février. Les ouvriers de Petrograd liquident le régime du tsar, et le remplacent par une république... qui continue la même politique de guerre que le Tsar.

soit clairement posée, il faut qu'un parti révolutionnaire la mette en avant, en fasse un objectif prioritaire. L'organisation capable d'agir ainsi, c'est le Parti bolchevique, dirigé par Lénine. Mais le parti reste en minorité, chez les travailleurs et dans les soviets, jusqu'en septembre 1917.

Radicalisation des masses

D'avril à septembre, le Parti bolchevique lutte pour la majorité au sein des soviets, dans le cadre de la démocratie ouvrière : il cherche à convaincre patiemment qu'il faut que les soviets prennent le pouvoir. Mais au bout de quelques mois, alors que le gouvernement provisoire ne cesse de repousser les avancées sociales et devient de plus en plus répressif, ce n'est que par l'initiative révolutionnaire que la situation peut se dénouer : les soviets, organes de la nouvelle démocratie, doivent devenir le nouvel appareil d'Etat, en brisant l'ancien appareil répressif.

La période de double pouvoir est aussi l'histoire de la lutte entre les différents partis politiques du mouvement ouvrier et populaire, sur la question-clé du processus révolutionnaire : pour ou contre la prise du pouvoir par les soviets.

Le pouvoir politique est à portée de main. Et c'est au Congrès national des Soviets de prendre la décision définitive.



Une période de double pouvoir

Assez déterminée pour détruire le régime tsariste, la classe ouvrière n'est pas immédiatement prête à conquérir tout le pouvoir. Mais elle couvre les usines et les villes d'un réseau dense de conseils (soviets) qui s'élargit très vite à l'armée, et, finalement, à la campagne. Véritable contre-pouvoir, ces soviets de plus en plus nombreux et de mieux en mieux centralisés, risquent à tout moment de renverser la bourgeoisie.

De la révolution de février à celle d'octobre, s'ouvre une période de double pouvoir. D'un côté le pouvoir officiel, discrédité par son incapacité à faire ce pour quoi il a été élu (la paix, du pain, le partage de la terre), et par sa complicité avec la bourgeoisie et l'ancien régime. De l'autre, le pouvoir populaire, les soviets, qui prennent en charge les tâches fondamentales pour la population (transports, approvisionnement, auto-défense...), mais mettent du temps à prendre conscience de leur force.

Ces soviets, nés des besoins urgents des masses, reflètent aussi l'état de leur conscience et leurs préjugés politiques. Pour que la prise du pouvoir par les soviets

soit clairement posée, il faut qu'un parti révolutionnaire la mette en avant, en fasse un objectif prioritaire. L'organisation capable d'agir ainsi, c'est le Parti bolchevique, dirigé par Lénine. Mais le parti reste en minorité, chez les travailleurs et dans les soviets, jusqu'en septembre 1917.

accélérée d'une expérience politique à échelle de masse, d'une métamorphose des consciences, d'un déplacement constant des rapports de forces.

L'insurrection d'Octobre

Loin d'être un coup d'Etat réussi par surprise, l'insurrection est l'aboutissement d'une épreuve de force qui a mûri tout au long de l'année, au cours de laquelle l'état d'esprit des masses a évolué toujours plus à gauche. Ce sont les masses qui prennent le pouvoir, et c'est ce qui explique que l'insurrection d'octobre ait été si peu violente et peu coûteuse en vie humaines.

À Petrograd, l'insurrection commence par une mesure d'autodéfense, contre une provocation du commandant du district militaire (qui veut dissoudre la garnison de la ville, entièrement acquise à la révolution). Elle a lieu le 25 Octobre : en quelques heures, les ouvriers, les gardes rouges et les régiments révolutionnaires occupent tous les points clés de la ville, et détruisent l'appareil de répression bourgeois.

À Moscou, la lutte fut plus dure car la garnison n'était pas aussi complètement acquise et le parti bolchevik fit preuve de moins d'audace. Petrograd et Moscou ayant basculé, la province suit.

Les premières mesures du pouvoir révolutionnaire

Après l'insurrection, le congrès des soviets adopte les deux grands décrets sur la terre et sur la paix. Le nouveau pouvoir s'adresse aux peuples en guerre pour leur proposer une paix immédiate ; il légalise les nombreuses occupations de terre des grands domaines. Ces deux décrets satisfont, en quelques heures, les grandes revendications des masses depuis Février. Le nouveau régime montre son efficacité et y trouve une source durable de légitimité, là où tous les gouvernements provisoires avaient échoué. Rapidement, l'Eglise est séparée de l'Etat et les nationalités opprimées par la Russie sont libérées. Pour la première fois, les travailleurs peuvent s'exprimer et prendre leurs affaires en main, grâce aux soviets, aux comités, aux conseils.

La Révolution d'Octobre représente une cassure dans l'ordre du monde, et c'est pourquoi elle a un retentissement international immédiat. Elle réussit un réel renversement du monde, jusque dans les détails de la vie quotidienne : à Odessa, les étudiants dictent aux professeurs un nouveau programme d'histoire, à Pétrograd, des travailleurs obligent leurs patrons à apprendre « le nouveau droit ouvrier »... Dans certaines écoles, les petits revendiquent le droit à l'apprentissage de la boxe pour se faire entendre et respecter des grands...

Cet élan révolutionnaire initial se fait encore sentir au long des années 20, malgré les pénuries et l'arriération culturelle, des tentatives pionnières tentent de transformer le mode de vie : réformes scolaires et pédagogiques, législation familiale (droit de vote des femmes, droit au divorce, légalisation de l'avortement...), invention graphique et cinématographique...

Les leçons d'Octobre

L'auto-organisation des masses s'obser-

ve avant et après la révolution russe dans toute crise révolutionnaire, sous divers noms : comités ouvriers espagnols en 1936, conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie en 1956, cordons industriels chiliens en 1971, commissions de travailleurs portugais en 1974. En période révolutionnaire, la démocratie ouvrière peut pénétrer la vie quotidienne et tous les aspects de la vie socio-économique. Et s'instaure une dualité de pouvoir, qui ne peut se terminer que par le triomphe de l'un des pouvoirs en présence avec écrasement de l'autre.

Une autre constante est la réaction des possédants dès que leur pouvoir politique est mis en cause : dans les zones contrôlées par eux, les nostalgiques de l'ancien pouvoir firent régner la terreur blanche.

Une autre leçon fondamentale est le rôle d'un parti révolutionnaire de masse. Ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre : les salariés, n'ont aucun pouvoir politique ou économique véritable dans la société capitaliste. Ils ne peuvent disposer que d'une organisation révolutionnaire liée aux masses et ayant tiré les leçons des échecs passés.



La Révolution Russe a dégénéré au bout de plusieurs années. La guerre mondiale, puis la guerre civile ont dévasté le pays. La révolution ne s'est pas étendue aux autres pays européens, comme l'espéraient les bolcheviks : la Russie révolutionnaire est rapidement isolée, en plus d'être économiquement très affaiblie. Difficile de construire une société égalitaire dans de telles conditions... La conséquence de tout cela est une démoralisation des travailleurs, qui se désinvestissent progressivement des soviets, et laissent une bureaucratie s'installer. Cette nouvelle couche sociale, dont le représentant principal est Staline, s'approprie le pouvoir politique, s'octroie des privilèges, et lance une véritable contre-révolution politique : énorme répression contre toute opposition politique, purges dans le parti communiste (procès de Moscou), mise en place de camps de travail...

Malgré cette fin tragique, la Révolution Russe est une référence centrale pour tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous avons de nombreuses leçons à tirer : de la contre-révolution stalinienne, des erreurs des bolcheviks..., et des avancées historiques qu'elle a mises en place. Octobre 1917 a démontré que la Révolution sociale était possible.

Haim, [Nanterre]

A lire :

Ernest Mandel,
Octobre 1917 : Coup d'Etat ou révolution sociale. La légitimité de la révolution russe.

Léon Trotsky,
Histoire de la Révolution Russe, 1930.

Léon Trotsky,
Leçons d'Octobre, 1924.

Léon Trotsky,
Trois conceptions de la révolution russe, 1939

Rosa Luxembourg,
La révolution russe, 1918.

Victor Serge,
L'an un de la révolution russe, 1971.

John Reed,
Dix jours qui ébranlèrent le monde.

A voir :

Sergei M. Eisenstein,
Octobre.

Théâtres en lutte

Une autre histoire du théâtre

Depuis les années soixante, une partie de la création théâtrale revendique son caractère militant. Oubliée de l'histoire officielle du théâtre et dépréciée d'un point de vue esthétique, le théâtre militant est toujours apparu comme une activité marginale ni tout à fait politique, ni tout à fait artistique. En effet, un théâtre qui se confronterait au politique ne pourrait être qu'esthétiquement faible, comme si l'art ne devait et ne pouvait surtout pas questionner la société dans laquelle on vit, et encore moins accompagner les luttes qui la traversent, mais flotter dans une sorte de halo intemporel humaniste. L'enjeu du livre d'Olivier Neveux est de nous démontrer le contraire.

Il s'attache donc à démonter cette appréhension bourgeoise du rapport entre théâtre et militantisme, en revenant sur les modèles esthétiques qui forment l'héritage de ces troupes militantes : Meyerhold, Piscator, Brecht, l'Agit-prop. Cette première approche lui permet par la suite d'appréhender l'hétérogénéité des formes théâtrales militantes plus récentes. Inscrits au cœur des luttes (anti-impérialistes, ouvrières, immigrées, LGBT, féministes), elles ont construit des discours politiques et esthétiques qui interrogent aussi bien la conscience de classe que l'esthétique théâtrale.

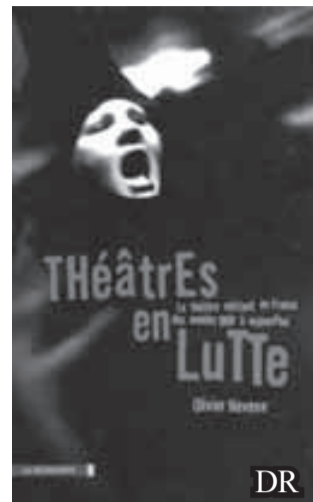
A travers la description de ces différentes expériences, Olivier Neveux nous amène à nous interroger sur l'idée d'un art de

transition. Il nous présente une pratique artistique qui rompt avec les principes esthétiques, mais aussi le fonctionnement économique du théâtre bourgeois, sans pour autant pouvoir se définir comme art révolutionnaire mais, du moins, qui porte en elle quelques pistes pour une future pratique théâtrale issue directement de la révolution.

Qu'on s'intéresse au théâtre ou pas, son livre nous donne aussi à voir une autre histoire des années soixante à nos jours, à travers des pratiques militantes alternatives. En bref, c'est vraiment intéressant à lire !

Léa, [Nanterre]

Olivier Neveux, *Théâtres en lutte*. Le théâtre des années soixante à aujourd'hui, Paris, La Découverte, 2007.



Kultur



Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que **d'une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Sexualité

Infections Sexuellement Transmissibles

Mettre son corps en valeur, changer de partenaire et varier les expériences nous permettent d'assumer nos sexualités à l'instant T. Toutes ces libertés actuelles nous les devons à des volontés individuelles et collectives qui se sont battues dans ce sens depuis les années 60. Donc, n'oublions pas que la pérennité de cette qualité de vie ne serait pas envisageable sans les moyens contraceptifs, les lois qui protègent l'IVG ou encore les centres de dépistage anonymes et gratuits. Sensibiliser les jeunes (et les autres) aux IST c'est aussi appuyer le développement d'une sexualité épanouie et heureuse... pour tous.

A savoir

Prévention : utilisation de préservatifs et de seringues à usage unique (pour la drogue en intraveineuse)

Diagnostic : signes anormaux sur le corps (rougeurs, irritations, douleurs au bas ventre, écoulement vaginal ou urétral, ulcérations ou boutons et petites verrues)

Précautions : traiter les partenaires sinon risque d'une nouvelle contamination

Gradation croissante des risques encourus par des rapports non protégés : rapports bucco-génitaux, pénétration vaginale, pénétration vaginale lors des règles, pénétration anale

Risques de complication : stérilité, cancer du col de l'utérus, maladies neurologiques graves, cirrhose, cancer du foie, les IST favorisent la transmission du VIH en cas de rapport sexuel non protégé avec une personne porteuse du virus du SIDA

Les IST dans le monde

SIDA : 18 millions d'hommes, 16 millions de femmes, 1,4 million d'enfants, 75% des cas imputables à la transmission hétérosexuelle, 3 millions de morts/an

FRANCE : 1800 nouveaux cas de SIDA déclarés chaque année

AFRIQUE : 26 millions de personnes infectées soit 72% des victimes

14/11/2001 : l'OMC adopte une « déclaration sur la propriété intellectuelle et la santé » qui devait permettre aux « pays en développement » de contourner les monopoles liés aux brevets pour fabriquer des génériques, moins cher

2006 : 74 % des médicaments anti-sida sont encore sous monopole

d'avoir recours aux médicaments génériques

Une question politique

La fermeture progressive et sûre des hôpitaux publics (service, personnel, milieu rural) ne présage rien de bon pour la continuité d'un accueil rapide, anonyme et gratuit en centre de dépistage.

Ca n'est plus un secret pour personne ; le pape ne se positionne pas en faveur du port des préservatifs mais pour la fidélité. Curieuse manière de prendre soin des siens, et preuve élémentaire que les diktats de la religion sont totalement en inadéquation avec la vie réelle (en France : premiers rapports en moyenne à 17 ans, un homme a 11,6 partenaires sexuels en moyenne dans sa vie et une femme 4,4, en Afrique : beaucoup de personnes sont infectées avant même d'avoir eu des rapports sexuels -par voie materno foetale-).



Les IST dans un autre monde (possible)

Dans ce monde là nous pourrions tous vivre la sexualité dont nous avons envie,

les moyens médicaux seraient proportionnellement répartis aux besoins, nous pourrions tous donner notre sang sans distinction aucune, tous les jeunes bénéficieraient d'une véritable éducation à la sexualité (pas seulement une information aux IST), nous partagerions les partenaires et les expériences et, Benoît XVI prônerait la capote. Et puis nous, nous parlerions beaucoup d'amour...

Prise en charge

- centres départementaux de dépistage anonyme et gratuit (CIDDIST)
- centres de planification et d'éducation familiale (CPEF)
- frais d'examens de laboratoire remboursés à 100% par la sécurité sociale
- vaccin contre le cancer du col de l'utérus remboursé à 100% entre 14 et 23 ans (135e)
- pas de vaccin contre le SIDA mais 2 types de thérapies qui empêchent la maladie de s'aggraver : génique (transfert d'un gène thérapeutique dans les cellules pour les rendre résistantes) et cellulaire (prélèvement, traitement en laboratoire et ré injection des cellules du patient)

Relais

01/12 : journée mondiale de lutte contre le SIDA
sida info service 0 800 840 800
www.arcat-sida.org
www.actupp.org

Alice, [Toulouse]

Abonnez-vous!
Prenez contact!

r Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ...) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

r Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 21 au 28 juillet en France)

r Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je veux commander :

..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)

..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom ...

Prénom ...

Adresse ...

Code postal ...

Ville ...

Téléphone ...

e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org

Rédaction: red@jcr-red.org

www.jcr-red.org

01 48 70 42 30

Total: euros
Chèque à l'ordre de APEIJ



Un nouveau parti pour se représenter soi-même !

Interview d'Olivier BESANCENOT

RED : Pourquoi un nouveau parti ?

Olivier : Nous savons que les luttes ne suffisent pas : elles sont orphelines d'un débouché politique. Cette résistance politique, cela pourrait être ce nouveau parti, anticapitaliste, radical, internationaliste, féministe, écologiste, qui veut révolutionner la société, qui veut toujours changer de société, et pas seulement améliorer la société.

Concrètement, ce nouveau parti pourrait être un regroupement qui ressemble à la majorité de la population exploitée et opprimée, un regroupement collectif d'individus, de personnalités anonymes qui décident enfin de faire entendre leurs propres voix : faire enfin entendre la voix de la réalité quotidienne telle qu'elle est vécue par des millions de personnes, mais aussi la voix de ceux et de celles qui ne se résignent pas à cette réalité-là. L'objectif est que, face au vide sidéral qui existe aujourd'hui à gauche, et en dehors des bancs de l'Assemblée nationale, nous soyons capables de faire émerger un adversaire de taille, enfin capable de tenir tête à la droite pour que, contrairement aux cinq dernières années, toutes leurs attaques ne rentrent pas comme dans du beurre.

RED : Pourquoi maintenant ?

Olivier : Parce que nous sommes de plus en plus nombreux à penser que c'est le moment. C'est un constat que l'on fait, tous et toutes, depuis plusieurs années : il existe une partie de la population et du monde du travail, minoritaire soit mais combative et radicale - des ouvriers, des jeunes, des salariés, des femmes, des immigrés, des jeunes de quartier - qui n'a pas envie de se laisser faire. C'est ce même constat que nous avons fait dans les manifestations avec les militants des

autres organisations politiques, à commencer par ceux du parti communiste, des militants dévoués dans les luttes mais désarçonnés par l'orientation de leur parti, des militants du mouvement social, des altermondialistes, des syndicalistes, ceux d'autres organisations révolutionnaires, qui pensent qu'ensemble nous pourrions aller plus loin. A travers de nombreuses échéances, la LCR est devenue de plus en plus visible et de plus en plus utile pour devenir un point de référence. Pas « le » point de référence, mais un point de référence... Il existe, autour de nous, un milieu qui ne partage pas l'entière responsabilité de ce qu'est la LCR, ou de ce qu'elle a été. Mais qui pense, sur la base de ce que nous disons et de ce que nous faisons, que l'on pourrait faire un petit bout de chemin ensemble.

RED : Quels liens entre ce nouveau parti et les luttes sociales ?

Olivier : On veut tenter de faire un nouveau parti parce que les luttes en ont besoin. Les luttes ont besoin d'un point de ralliement. Elles ont besoin de plus de mémoire pour tirer tous les enseignements du passé, des luttes les plus récentes aux luttes les plus anciennes. La mémoire des luttes de Juin 1936. La mémoire fraîche des luttes de 2003 : on n'est pas passé si loin que cela de la généralisation de la grève. On se souvient qu'il y avait alors un courant de masse qui militait concrètement pour étendre la grève générale, dans les collectifs interprofessionnels qui ont vu le jour pendant la grève, à l'issue de la grève et dont on aurait eu tellement besoin dès le début de la grève ! Avoir la mémoire des luttes, c'est comprendre que ce sont peut-être de tels collectifs qu'il faut réanimer, pour les luttes à venir.

Il s'agit de faire comprendre à la majorité de la population, aux exploités et

aux opprimés, qu'ils peuvent non seulement changer la société mais aussi qu'ils pourraient même organiser la société différemment. Mais à une condition : que notre militantisme n'apparaisse pas qu'au moment des explosions sociales. Les luttes, il faut les préparer et, après - qu'elles aient été victorieuses ou non - en tirer toutes les conséquences, pour ne pas refaire les mêmes erreurs. Il faut un militantisme durable, permanent : c'est cela qui permettra de convaincre un maximum d'exploités et d'opprimés à la fois que l'on n'est pas seul et que l'on n'est pas rien. Se débarrasser de sa propre oppression, c'est comprendre qu'il faut se débarrasser de toutes les oppressions, qu'elles soient racistes, sexistes ou homophobes.

RED : Ce nouveau parti, en quoi serait-il différent des autres partis ?

Olivier : Notre objectif est de construire un parti qui donnera la parole à ceux qui ne l'ont jamais, qui rendra visibles tous ceux qui sont invisibles. Ceux-là ne courent pas après des postes dans les institutions, mais après leur propre émancipation, leur liberté. Ce sont ceux-là et celles-là qu'il faut regrouper autour d'un point de ralliement, de résistance, par et pour les classes populaires, les classes laborieuses, la jeunesse et plus généralement tous ceux et toutes celles qui veulent en être, qui veulent être aux avant-postes de la résistance contre le capitalisme. Ce bastion de la résistance, ce nouveau parti n'est pas un parti qui cherche à témoigner, mais un parti qui, dans les luttes, cherche à peser sur le cours des choses, à agir et, donc, à militer. Et, pour cela, il faut un parti de militants. Pas un parti d'adhérents passifs, où l'on adhère en cliquant sur Internet et en donnant de l'argent de temps en temps. Parce que cela, c'est déléguer sa propre

représentation à d'autres qui vont jouir de ce privilège dans le parti, qui vont cumuler les mandats, qui ne vont pas retourner au boulot. Du coup, cela ressemblera aux bureaucraties que l'on connaît dans les partis institutionnels et qui, elles-mêmes, ressemblent à s'y méprendre à ce que l'on voit à l'Assemblée nationale. Notre nouveau parti doit être à l'image et aux couleurs de la majorité de la société.

Se représenter soi-même : pour moi, c'est la clé de la reconstruction et de la possibilité de construire concrètement un nouveau parti anticapitaliste. C'est le constat que l'on fait les uns et les autres : les anonymes du quotidien, ces inconnus qui en ont ras le bol d'être exploités, que l'on croise dans les transports, quand on fait nos courses, au boulot, avec lesquels on discute et dont on crèverait d'envie que ceux-là et celles-là fassent enfin irruption sur la scène politique.

RED : Quelles pistes de discussion voudrais-tu lancer pour ce nouveau parti ?

Olivier : Cet appel pour un nouveau parti est aussi une question : est-ce que, comme nous, vous pensez que l'heure est venue de construire un parti internationaliste, un parti indépendant, un parti anticapitaliste, un parti qui veut toujours révolutionner la société ?

Internationaliste et, donc, également antiraciste. Internationaliste au sens où l'envisageait Che Guevara, c'est-à-dire capable de ressentir de l'angoisse quand on assassine un peuple quelque part dans le monde, ou qu'on le laisse crever, comme c'est le cas aujourd'hui au Darfour, en Palestine ou en Irak. Capable de ressentir de l'angoisse mais, aussi, de l'espoir quand se dresse le drapeau de la liberté, comme cela commence à être le cas en Amérique Latine.

Indépendant vis-à-vis du pouvoir, avec une défiance quasi-libertaire vis-à-vis des institutions. Sur la question du pouvoir, la gauche se divise entre ceux qui l'appréhendent comme un moyen de changer la société et ceux qui l'envisagent pour se résigner à la société telle qu'elle est. Prendre le pouvoir n'est pas une question taboue, à la condition que la population puisse se le partager et à la condition que les partis de la gauche anticapitaliste, en croyant prendre le pouvoir, ne soient pas pris par le pouvoir.

Anticapitaliste, et pas seulement anti-libéral. Car il ne s'agit pas seulement de résister à la mondialisation capitaliste actuelle. Il s'agit de proposer des solutions alternatives permettant de financer les mesures d'urgence que nous préconisons : salaires, protection sociale, logements sociaux, emplois. Cela implique de poser la question cruciale de la répartition des richesses et de leur contrôle par tous. C'est une question sociale ; mais c'est aussi une question démocratique : qui décide ? Dans l'économie de marché, une minorité de privilégiés décide pour tout le monde, dans le dos de tout le monde et sans le contrôle de personne. Nous, nous pensons que dans les entreprises, les quartiers, les villes, c'est la population elle-même qui est la mieux à même de déterminer ses propres besoins et les moyens de les satisfaire.

Un parti qui veut révolutionner la société ? Il s'agit de regrouper tous ceux et toutes celles qui pensent qu'une autre société que le capitalisme est possible, sans pour autant avoir des réponses achevées sur tous les sujets et en tirant le bilan des révolutions passées. Il s'agit, avec tous ceux qui y sont prêts, de refonder et de réinventer le socialisme du XXI^e siècle.

Propos recueillis par Carlito, [Nanterre]

Les jeunes et le Nouveau Parti

La LCR et les JCR vont organiser, partout, des rencontres autour de ce projet de nouveau parti. L'idée est de discuter avec tous ceux qui veulent se battre contre ce gouvernement et contre ce système, pour se doter d'un outil efficace, et le faire ensemble.

La jeunesse a joué un rôle particulièrement important dans les luttes de ces dernières années : manifestations contre LePen, contre la guerre en Irak, mouvement lycéen contre la Loi Fillon, mouvement contre le CPE et la précarité, grèves de précaires (Mc Do, Pizza Hut, la FNAC...), révoltes dans les quartiers...

A travers toutes ces expériences, une nouvelle génération est entrée en politique, en lutte contre cette société. Pourtant, très peu de ces jeunes sont organisés, que ce soit dans des syndicats ou dans des organisations politiques.

S'organiser est absolument nécessaire pour être efficace : si nous sommes des millions à être révoltés, mais chacun dans son coin... rien ne change. Si nous voulons répondre aux attaques

du gouvernement, et rendre crédible l'idée d'une autre société, il est nécessaire de le faire ensemble, de réunir les forces.

C'est pour tenter de réduire ce décalage entre le niveau de radicalité de la jeunesse et son niveau d'organisation que nous lançons ce processus de discussions. Pour réussir, ce processus doit permettre à chacun de s'impliquer, de proposer ses idées, ses suggestions, ses doutes... Nous voulons construire quelque chose de nouveau, à égalité avec tous ceux qui voudront participer.

Pour lancer la discussion, nous avons des pistes de réflexion. Pour construire un nouveau parti qui réponde aux enjeux de la situation, et qui puisse battre efficacement contre ce système, nous pensons que ce parti doit être militant et démocratique, anti-capitaliste et révolutionnaire, internationaliste.

Des réunions auront lieu dans le plus possible de facs, de lycées, de CFA, de quartiers... Tenez-vous au courant !

Carlito, [Nanterre]